



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/83/2
9 mai 2019

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Quatre-vingt-troisième réunion
Montréal, 27– 31 mai 2019

ACTIVITÉS DU SECRÉTARIAT

Introduction

1. Le présent document décrit les activités du Secrétariat depuis la 82^e réunion du Comité exécutif.

Communication des décisions de la 82^e réunion du Comité exécutif

2. Le rapport de la 82^e réunion¹ a été transmis à tous les membres du Comité exécutif, aux autres participants à la réunion et à Mme Joyce Msuya, directrice exécutive intérimaire du PNUE, et a été publié sur le site Web du Fonds multilatéral. Les décisions de la 82^e réunion relatives aux approbations de projet, aux retards dans la présentation des tranches du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), et aux rapports en souffrance sur les données des programmes de pays ont été communiquées aux 107 pays visés à l'article 5, ainsi qu'aux agences bilatérales et agences d'exécution concernées. Un document post-réunion récapitulant les décisions prises a été préparé et envoyé aux participants, et à l'Unité OzonAction du PNUE pour transmission aux réseaux régionaux. Il a également été publié sur le site Web du Fonds multilatéral.

Mesures prises depuis la 82^e réunion

3. Le chef du Secrétariat a envoyé une lettre aux gouvernements des pays donateurs² qui se sont engagés à soutenir le démarrage rapide de la mise en œuvre du processus de réduction progressive des HFC, dans laquelle il explique les questions de fond liées à l'Amendement de Kigali qui ont été examinées pendant la 82^e réunion.

¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/72

² Allemagne, Australie, Canada, Danemark, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède et Suisse.

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

4. Pour donner suite à la décision 81/16 b)³, le Secrétariat a extrait les renseignements voulus des rapports finaux sur les projets de démonstration achevés concernant les technologies de remplacement des HCFC à faible potentiel de réchauffement de la planète (PRP) et des études de faisabilité sur le refroidissement urbain, soumis au Comité exécutif. L'information a été transmise aux agences bilatérales et agences d'exécution concernées pour vérifier notamment son uniformité. Le texte final, qui est en train d'être révisé et converti en fiches techniques, sera publié sur le site Web du Secrétariat avant la 83^e réunion. Le Secrétariat se félicite de l'aide procurée par les agences bilatérales et les agences d'exécution lors de la préparation des fiches techniques.

5. En application de la décision 79/1 b), le Secrétariat a inclus un aperçu complet de toutes les discussions menées avec les responsables des accords multilatéraux sur l'environnement et d'autres organisations concernées à l'annexe I du présent document.

Préparation de la 83^e réunion du Comité exécutif

6. Des dispositions logistiques ont été prises en vue de la 83^e réunion, qui se tiendra à Montréal du 27 au 31 mai 2019⁴. Le Secrétariat a préparé les documents de la 83^e réunion⁵, dont la liste figure dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/83/Inf.1. Il a également préparé cinq documents pour la réunion du Sous-groupe sur le secteur de la production, qui devrait avoir lieu en marge de la 83^e réunion⁶. Le Secrétariat a par ailleurs revu et mis à jour les bases de données, les documents récapitulatifs et les directives opérationnelles⁷.

7. Une page répertoriant les documents de travail en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole et française, ainsi que les renseignements pratiques concernant la 83^e réunion, a été créée sur le site Web public du Fonds multilatéral.

Participation à des réunions et missions

Missions du chef du Secrétariat

Paris (France), 15 au 22 février 2019

8. Huit membres du personnel (y compris le chef du Secrétariat) ont assisté à la deuxième Réunion interrégionale mondiale et réunions de réseau parallèles des agents nationaux de l'ozone, organisées par le

³ Le Comité exécutif a prié notamment le Secrétariat de communiquer les résultats des projets de démonstration mis en œuvre jusqu'ici par le biais de produits de communication spécialisés, comme des fiches techniques de projet.

⁴ Des lettres d'invitation ont été transmises aux membres du Comité exécutif, au président du bureau de la Treizième Réunion des Parties, au président et vice-président du Comité d'application de la procédure applicable en cas de non-respect du Protocole de Montréal, au directeur exécutif du PNUE, au secrétaire exécutif du Secrétariat de l'ozone, aux agences d'exécution, au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et aux organisations non gouvernementales.

⁵ L'ordre du jour provisoire a été préparé en consultation avec le président et vice-président du Comité exécutif. L'état des contributions et décaissements et l'état des contributions supplémentaires ont été préparés conjointement avec le Trésorier du Fonds.

⁶ Suite au consentement reçu du gouvernement de la Chine, les documents pour le Sous-groupe sur le secteur de la production ont été transmis aux chefs de délégation des membres du Comité exécutif, comme le Sous-groupe pour 2019 n'a pas encore été mis sur pied par le Comité exécutif.

⁷ Répertoire des projets approuvés en date de novembre 2018; politiques, procédures, directives et critères en date de novembre 2018; guide pour la présentation de projets autonomes portant sur des investissements en application des décisions 78/3 g) et 79/45; guide pour la présentation des activités habilitantes; guide pour la préparation de la phase I du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH); guide pour la présentation des tranches de PGEH; guide pour la préparation de la phase II des PGEH; guide pour la présentation de la phase II des PGEH; guide pour la présentation des tranches de plan de gestion de l'élimination de la production de HFC (PGEPH); guide pour la présentation des projets autonomes portant sur des investissements relatifs aux HFC; et guide pour la préparation des projets de renforcement des institutions.

Programme d'aide à la conformité (PAC) du PNUE. Le chef du Secrétariat a fait une présentation lors de la réunion plénière de la Réunion thématique interrégionale mondiale. Le Secrétariat a été en mesure de faire trois à quatre exposés de fond lors de chaque réunion de réseau régional notamment sur les décisions les plus récentes adoptées par le Comité exécutif, les rapports sur les données de programme de pays, le secteur de l'entretien des appareils de réfrigération, la vérification de la consommation, et les activités habilitantes et la réduction progressive des HFC. Il a par ailleurs participé aux six sessions « join the experts », au cours desquelles un certain nombre de questions soulevées par les agents nationaux de l'ozone ont pu être traitées.

9. Le personnel du Secrétariat a profité de l'occasion pour rencontrer bilatéralement le personnel du siège du PAC et les équipes régionales, afin d'examiner de manière générale les questions se rapportant aux politiques et projets, dont la préparation des documents sur l'efficacité énergétique dans le secteur de l'entretien des appareils de réfrigération. Il a également eu la possibilité de participer à une session avec les agents nationaux de l'ozone.

10. En marge de la réunion de réseau :

- a) Le personnel du Secrétariat a rencontré les représentants du Fonds français pour l'environnement mondial (section française du Fonds pour l'environnement mondial), qui participaient à la réunion de réseau. Le chef du Secrétariat, au nom du Fonds multilatéral, a félicité le gouvernement de la France pour son appui constant au Fonds à titre de pays donateur et d'agence bilatérale. Au cours des discussions, les représentants du Secrétariat du FFEM ont indiqué que leur gouvernement s'intéressait particulièrement aux questions relatives à l'efficacité énergétique et à l'intégration du thème dans la Stratégie du FFEM pour la période 2019-2022;
- b) Le chef du Secrétariat, l'administrateur principal et gestionnaire du Fonds et l'administrateur associé de gestion des programmes ont effectué une visite de courtoisie au ministère français de l'Économie et des Finances. Les principales questions abordées ont été les suivantes : mécanisme à taux de change fixe, coopération bilatérale par le gouvernement de la France, et reconstitution du Fonds multilatéral pour la période de 2021-2023;
- c) Le chef du Secrétariat et l'administrateur principal et gestionnaire du Fonds ont rencontré des représentants du gouvernement de l'Azerbaïdjan, en vue de discuter de questions se rapportant aux contributions en souffrance du gouvernement au Fonds et du calendrier de démarrage des paiements; et
- d) Le personnel du Secrétariat du Fonds multilatéral (y compris le chef de Secrétariat) et le secrétaire exécutif du Secrétariat de l'ozone ont rencontré un représentant de l'Agence internationale de l'énergie (AIE, dont le siège se trouve à Paris, France). Le Secrétariat a brièvement décrit les travaux entrepris sur l'efficacité énergétique dans le contexte de l'Amendement de Kigali du Protocole de Montréal. Le représentant de l'AIE a indiqué que son organisation avait commencé à compiler les politiques et les normes relatives à l'efficacité énergétique dans différents pays, dont le résultat est mis à la disposition du Secrétariat. Il a également transmis un rapport sur le refroidissement préparé par son organisation. L'AIE possède une expérience limitée en ce qui a trait aux activités relatives à l'efficacité énergétique dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation. Le Secrétariat du Fonds a exprimé sa gratitude au représentant de l'AIE pour les discussions et l'information fournie;
- e) Le personnel du Secrétariat a participé à une réunion du Secrétariat du Réseau pour

l'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN)⁸, qui se trouve à Paris, France, au cours de laquelle chaque secrétariat a été présenté (toutes les activités menées par le Secrétariat en rapport avec l'évaluation MOPAN depuis la 82^e réunion sont décrites dans la section « Coopération avec les accords multilatéraux sur l'environnement et autres organisations » ci après.

Nairobi (Kenya), 9 au 17 mars 2019

11. Le chef du Secrétariat et le chef adjoint du Secrétariat ont participé à la quatrième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE), y compris le Comité plénier et la Réunion ministérielle. Le chef du Secrétariat a effectué une visite de courtoisie au Bureau du directeur exécutif du PNUE, au cours de laquelle il a eu la possibilité de rencontrer la directrice exécutive désignée du PNUE, qui a proposé d'organiser une réunion dès que le directeur exécutif sera entré en fonction en juin 2019.

12. Le chef du Secrétariat et le chef adjoint du Secrétariat ont eu une brève rencontre avec le nouveau directeur des services généraux pour se présenter, et ont discuté longuement sur des questions administratives se rapportant au fonctionnement du Secrétariat et au Trésorier. Il a été convenu d'organiser ultérieurement une réunion entièrement consacrée aux questions relatives aux fonctions de Trésorier et aux services procurés par le PNUE au Fonds. Le chef du Secrétariat a par ailleurs proposé que le directeur des services généraux assiste à l'une des réunions du Comité exécutif, afin de mieux comprendre le fonctionnement de cet organisme et ses attentes vis-à-vis du PNUE qui fait office de Trésorier du Fonds.

13. La mission a permis d'organiser plusieurs réunions et de mener des discussions en marge de l'ANUE, y compris avec le secrétaire exécutif du Secrétariat de l'ozone et son personnel; avec le Trésorier sur des questions se rapportant aux contributions et factures; avec le directeur de la division du droit et son personnel sur des questions relatives à OzonAction; et avec le personnel du Bureau régional pour l'Afrique, dont le personnel d'OzonAction en Afrique. Elle a également fourni la possibilité d'assurer un suivi sur les questions administratives et de personnel avec le personnel concerné du PNUE/ONUN et l'agent de liaison du PNUE sur l'égalité hommes-femmes..

14. Le chef du Secrétariat et le chef adjoint du Secrétariat ont eu des réunions bilatérales avec le vice-président du Comité exécutif, au cours desquelles chaque point à l'ordre du jour des réunions du Comité exécutif a pu être expliqué en détail. Le chef du Secrétariat a également eu la possibilité de communiquer avec le ministre rwandais de l'Environnement au sujet du rôle clé joué par le vice-président en 2019, et éventuellement le président en 2020, et de l'appui supplémentaire nécessaire de la part du gouvernement.

15. Le chef du Secrétariat a rencontré le Secrétaire exécutif adjoint du Fonds vert pour le climat et a eu des discussions informelles sur des questions intéressant les deux Fonds. Il a également rencontré le chef du personnel et directeur du PNUD et expliqué le rôle clé joué par le PNUD à titre de l'une des quatre agences d'exécution du Fonds multilatéral. Il a rencontré par ailleurs le directeur de l'environnement de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) et expliqué le travail accompli par le Fonds multilatéral.

Beijing (China), 16 au 20 mars 2019

16. Le chef du Secrétariat et l'administrateur principal de la gestion des programmes ont pris part à l'atelier international sur le renforcement des capacités pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal

⁸ Le Comité exécutif à sa 82^e réunion a appris que le Comité directeur du MOPAN avait pris la décision d'évaluer le Fonds multilatéral lors de son prochain cycle d'évaluation (paragraphe 29 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/2). Le Comité a ensuite convenu d'appuyer la collaboration proposée entre le Secrétariat et le MOPAN pour l'évaluation du Fonds multilatéral (paragraphe 27 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/72).

en Chine. Les participants comprenaient des représentants des pays visés à l'article 5 et non visés à l'article 5, des agences d'exécution et d'une organisation non gouvernementale internationale. Le chef du Secrétariat a prononcé les mots de bienvenue, soulignant le rôle déterminant joué par la Chine sur le plan de l'application du Protocole de Montréal et le soutien apporté depuis longtemps par le Fonds multilatéral à la Chine. Les présentations faites au cours de l'atelier ont porté notamment sur les données scientifiques concernant la hausse imprévue des émissions mondiales de CFC-11 et l'analyse des causes potentielles; une analyse de marché sur le secteur de la mousse de polyuréthane en Chine et la production de CTC; le cadre de conformité aux obligations relatives aux SAO en Chine, au Cambodge, en Indonésie et dans l'Union européenne; le plan de travail pour le suivi de la conformité aux obligations relatives aux SAO en Chine, les résultats et les problèmes associés à la supervision de l'élimination des SAO et à l'exécution de la loi; et la gestion des importations et exportations de SAO en Chine. Les représentants de l'Australie et du Pakistan ont également partagé leurs expériences en matière de conformité au Protocole de Montréal.

17. Un résultat clé de l'atelier a été le nombre et l'éventail des mesures prises par le gouvernement de la Chine pour assurer la viabilité à long terme de l'élimination des substances réglementées associées aux projets dans les secteurs de la consommation et de la production. Parmi les autres mesures prévues, soulignons la mise sur pied d'un réseau de surveillance atmosphérique et la création de six laboratoires d'essais des produits industriels.

18. Lors de deux réunions bilatérales, l'une avec le personnel du ministère de l'Environnement et de l'Écologie et le Centre technique de mise en œuvre de la convention relative à l'environnement, l'autre avec le vice-ministre de l'Environnement et de l'Écologie, le Secrétariat a été en mesure de mettre en évidence la pertinence de l'information sur les systèmes en place et les mesures prises en vue de garantir la viabilité à long terme de l'élimination des SAO, en rapport avec les projets actuels et futurs.

Missions d'autres membres du personnel

Vienne (Australie), 24-28 mars 2019

19. Un administrateur principal des programmes a participé au Symposium international sur la hausse inattendue des émissions de CFC-11, substance qui appauvrit la couche d'ozone, organisé par le SPARC (Processus stratosphériques-troposphériques et leur rôle dans le climat), le Secrétariat de l'ozone, le Groupe de l'évaluation technique et économique et le Groupe consultatif scientifique.

New York (États-Unis d'Amérique), 21-24 mai 2019

20. Le Secrétariat a reçu une invitation à participer à l'atelier sur la mise en œuvre efficace de l'Amendement de Kigali, organisé par le PNUD, et à faire un exposé sur le document préliminaire concernant tous les aspects relatifs au secteur de l'entretien des appareils de réfrigération à l'appui de l'élimination progressive des HFC⁹. Étant donné que l'atelier se déroulera au cours de la semaine précédant la 83^e réunion, un administrateur principal de gestion des programmes ne sera en mesure que de participer au premier jour de l'atelier.

Réunion de coordination interagences

21. Le Secrétariat a organisé une réunion de coordination interagences à Montréal, du 5 au 7 mars 2019. Ont participé à cette réunion le personnel du Secrétariat, le représentant des agences bilatérales du Canada (Allemagne et Japon), et des représentants des agences d'exécution.

22. Cette réunion a été l'occasion pour le Secrétariat et les agences d'aborder plusieurs questions se rapportant à la préparation de la 83^e réunion, notamment le projet de format révisé pour les rapports sur

⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/64

les données de programme de pays, qui permettra d'intégrer la consommation des HFC en accord avec l'Amendement de Kigali; les cahiers des charges des évaluations en vertu des fonctions de suivi et évaluation; les soumissions complètes à la réunion (p. ex., tranches des PGEH en cours; demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions; rapports périodiques sur les projets comportant des exigences particulières pour la remise des rapports; et rapports d'achèvement des projets); les principaux problèmes associés au nombre élevé de retards dans la soumission des tranches; les fiches techniques pour les projets de démonstration concernant les technologies de remplacement à faible PRP et les études de faisabilité sur le refroidissement urbain; l'aperçu des systèmes de suivi, d'établissement de rapports, de vérification et d'octroi de licences et de quotas; et l'intégration des questions relatives à l'égalité hommes-femmes.

Dotation en personnel et recrutement

23. Le 24 mars 2019, le chef du Secrétariat a reçu une communication lui annonçant le décès de M. Mani Subramanian, premier administrateur principal et gestionnaire du Fonds. Le Secrétariat a publié sur son site Web l'article « A tribute to a life truly and fully lived », qui a récapitulé les formidables contributions de M. Subramanian à la mise en place des systèmes d'infrastructure et d'exploitation du Secrétariat, qui demeurent l'épine dorsale du Fonds multilatéral. Les membres actuels et passés du Secrétariat ont été profondément attristés par la mauvaise nouvelle, mais soulignent combien ils ont été heureux d'avoir connu cet homme remarquable.

24. Outre un processus de recrutement conforme aux critères d'évaluation des Nations Unies, les postes de haut niveau suivants ont été pourvus :

- a) BL 1111, avant le 1er mars 2019, le personnel qui occupait ce poste de niveau P3 était classé au niveau P2; depuis, ce poste est de niveau P3;
- b) Les postes BL 1303 et BL 1304 sont passés du niveau G5 au niveau G6, en application de la décision 77/63 b) ii). Depuis le 1er mai 2019, deux membres internes du personnel ont été promus à ces postes.

25. Les postes suivants sont devenus vacants :

- a) BL 1305 et BL 1313 au niveau G5. Ces vacances sont le résultat de la promotion de deux membres du personnel, comme cela est expliqué au paragraphe 24, alinéa b). Alors que le processus de recrutement a été amorcé, on a engagé pour un mandat de courte durée deux membres du personnel;
- b) BL 1114 au niveau P4. Le titulaire de ce poste a demandé de ne pas prolonger son contrat au-delà de la date d'expiration du 20 mars 2019. La procédure d'appel à candidatures a été lancée sur le portail des carrières des Nations Unies, et le processus de sélection est en cours;
- c) BL 1307 au niveau G5. L'ouverture de ce poste est attribuable au départ du titulaire, qui a quitté le Secrétariat le 18 janvier 2019. La procédure d'appel à candidatures a été lancée sur le portail des carrières des Nations Unies, et le processus de sélection est en cours.

26. En outre, le chef adjoint du Secrétariat (BL 1102 au niveau D1) a avisé le Secrétariat que le Secrétaire général des Nations Unies l'avait nommé au poste de directeur régional pour l'Afrique relevant du Bureau de la coordination des activités de développement de l'ONU. Le poste sera vacant à compter du 1^{er} juillet 2019, lorsque l'actuel chef adjoint du Secrétariat commencera à occuper ses nouvelles fonctions. Le Secrétariat lancera par conséquent la procédure d'appel à candidatures.

27. Le poste BL 1108 au niveau P4 est devenu vacant le 4 mars 2019 lorsque son titulaire est parti à la retraite. Avant de chercher officiellement à pourvoir ce poste, le Secrétariat a effectué une évaluation approfondie de ses besoins immédiats en matière de personnel, qui a donné les résultats suivants :

- a) BL 1116 au niveau P2. Les responsabilités attachées à ce poste sont devenues beaucoup plus lourdes et les tâches plus complexes. Il est donc recommandé que ce poste soit surclassé au niveau P3, à titre d'administrateur de gestion des programmes (au lieu d'administrateur adjoint aux bases de données);
- b) BL 1309 au niveau G4. Les responsabilités et tâches associées à ce poste ont beaucoup évolué, passant de tâches de secrétariat à celles d'assistance du personnel. À partir d'une description de poste correspondant aux tâches actuelles du titulaire, il a été recommandé de le promouvoir au niveau G5, avec un changement de titre de poste (assistant du personnel);
- c) BL 1312 au niveau G6. Les responsabilités et les tâches attachées à ce poste ont beaucoup évolué en termes de volume et de complexité, en raison de l'expansion d'Umoja et de son passage à la phase suivante; il est par conséquent recommandé que ce poste soit maintenant classé au niveau G7, en soulignant qu'il est financé à même le budget pour les coûts d'appui aux programmes;
- d) BL 1108 au niveau P4. Le Secrétariat a amorcé le processus de recrutement d'un membre du personnel à titre temporaire pour aider à la préparation des 83^e et 84^e réunions. Une reclassification du poste est recommandée, compte tenu des nouveaux besoins du Secrétariat en matière de dotation et des changements de responsabilités potentielles associées au poste.

28. Compte tenu des éléments ci-dessus, et avant de prendre toute mesure, le Secrétariat sollicite l'avis du Comité exécutif quant à savoir s'il pourrait introduire les changements recommandés aux postes BL 1116, BL 1309 et BL 1312 en soumettant à la 84^e réunion le document sur les budgets du Secrétariat du Fonds approuvés pour 2020 et 2021 et celui proposé pour 2022.

29. Le processus de recrutement et les arrangements contractuels concernant un consultant pour le programme de travail de suivi et évaluation, trois consultants pour l'équipe d'examen des projets, et deux sous-traitants individuels pour une assistance temporaire ont été finalisés. Les arrangements contractuels pour les interprètes, les traducteurs et les rédacteurs de rapports pour la 83^e réunion ont été coordonnés avec le PNUE et le Bureau des Nations Unies à Nairobi.

Perfectionnement et formation du personnel

30. Tous les membres du personnel ont suivi en ligne un certain nombre de formations obligatoires des Nations Unies.

31. Le Secrétariat a accueilli une formation en personne intitulée « UMOJA Extension II and Ramp-up for Americas and Europe », organisée par le PNUE à Montréal, du 1^{er} au 5 avril 2019.

32. Trois membres du personnel du Secrétariat ont participé au webinaire intitulé « A case for closing the case: retro-fitting open refrigeration », organisé par le GreenChill Partnership of the Stratospheric Protection Division de l'Agence américaine de protection de l'environnement. Celui-ci a présenté les avantages en termes financiers et d'efficacité énergétique et autres avantages procurés par la modernisation des présentoirs à température moyenne dans les épicerie, ainsi que par les programmes de rabais/d'incitation offerts par les services publics américains.

Questions administratives

33. Le Secrétariat a poursuivi le processus d'examen du bail du bureau du Secrétariat, qui se termine en décembre 2019. Au cours de ce processus, il a consulté de manière étroite le gouvernement du Canada, le siège des Nations Unies à New York et le personnel d'approvisionnement concerné du PNUE. Conformément aux règles et règlements des Nations Unies sur les questions relatives à l'approvisionnement, un exercice a été mené pour la location d'équipement informatique en vue de la 83^e réunion. Des arrangements contractuels visant à tenir la 83^e réunion dans les locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) ont pu être finalisés.

Coopération avec les accords multilatéraux sur l'environnement et d'autres organisations

Accords multilatéraux sur l'environnement

34. En marge de la quatrième session de l'ANUE, le chef du Secrétariat et le chef adjoint du Secrétariat ont participé à une réunion convoquée par la directrice exécutive intérimaire du PNUE et le directeur exécutif désigné du PNUE avec les secrétariats des AME sur les synergies entre les conventions sur la diversité biologique et les substances chimiques, et leurs processus de planification. Le Secrétariat a contribué aux discussions, en soulignant les réussites obtenues par le Fonds multilatéral en termes de renforcement des capacités dans les pays visés à l'article 5 pour ce qui est des activités d'élimination des SAO, et la nécessité de définir les objectifs des synergies entre les AME, compte tenu des avantages comparatifs de chaque convention.

Organisations des Nations Unies

Coalition pour le climat et l'air pur (CCAP)

35. Le chef du Secrétariat a reçu le 4 avril 2019 une demande du Secrétariat de la CCAP sollicitant une consultation informelle avec le Secrétariat, en vue de mieux comprendre les activités menées par le Fonds multilatéral relativement à l'efficacité énergétique dans le cadre de l'Amendement de Kigali. Le Secrétariat de la CCAP a informé le Secrétariat du Fonds que le groupe de travail de la Coalition avait provisoirement approuvé une nouvelle initiative concernant le refroidissement efficace en vue d'aider à instaurer un leadership de haut niveau et à faciliter la collaboration entre les intervenants, en vue de favoriser l'efficacité énergétique dans le secteur du refroidissement, pendant que les pays mettent en œuvre le processus d'élimination progressive des frigorigènes à base de HFC en vertu du Protocole de Montréal.

36. En réponse à cette invitation, le Secrétariat a participé le 16 avril 2019 à une téléconférence avec le Secrétariat de la CCAP et des représentants du gouvernement français, qui est l'un des membres responsables de l'initiative. Au cours des discussions, le Secrétariat a émis des propositions sur certains éléments contenus dans le projet d'initiative et expliqué les travaux entrepris par le Comité exécutif sur l'efficacité énergétique dans le contexte de l'élimination progressive des HFC. Les participants ont appris que les résultats des consultations informelles seront transmis au Comité exécutif par l'entremise du document portant sur les activités du Secrétariat.

Secrétariat de l'ozone

37. Conformément à la décision 82/86 b), le Secrétariat du Fonds a présenté le 28 février 2019 au Secrétariat de l'ozone un document¹⁰ renfermant une note du Secrétariat du Fonds multilatéral fondée sur l'information renfermée dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/70.

38. Le Secrétariat de l'ozone a invité le Secrétariat du Fonds à émettre des observations concernant le rapport du Secrétariat de l'ozone sur les émissions inattendues de CFC-11 : grandes lignes des procédures du Protocole et du Fonds multilatéral en vertu desquelles les Parties analysent et assurent la conformité aux obligations du Protocole et aux conditions des accords conclus au titre du Fonds concernant les substances réglementées, qui sera présentée à la 41^e réunion du Groupe de travail à composition non limitée¹¹.

39. Le Secrétariat de l'ozone a reçu une lettre du gouvernement de la République populaire démocratique de Corée proposant d'intégrer à l'ordre du jour de la 41^e réunion du Groupe de travail à composition non limitée la question de la suspension du financement et du transfert d'équipement au pays Partie pour l'élimination des HCFC, susceptible d'engendrer une situation de non-conformité au Protocole de Montréal¹². Le Secrétariat de l'ozone a indiqué que la demande avait été acceptée et que cette question avait été incluse dans l'ordre du jour à la fois du Groupe de travail et du Comité d'application au titre de la procédure applicable en cas de non-respect. Suite à cette demande, le Secrétariat du Fonds a communiqué avec le PNUE et l'ONUDI, à titre d'agences d'exécution au service de ce gouvernement, leur demandant l'état d'avancement des projets en cours en vertu du Fonds multilatéral.

Autres organisations*Réseau pour l'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN)*

40. Suite à la 82^e réunion, le chef du Secrétariat a transmis une lettre au directeur du MOPAN l'avisant que le Comité exécutif souscrivait à la proposition de collaboration entre le Secrétariat du Fonds et le MOPAN pour évaluer le Fonds multilatéral. Le Secrétariat du MOPAN a ensuite nommé l'agent de liaison responsable de l'évaluation, le responsable institutionnel (un expert d'un gouvernement membre du Réseau qui supervisera le processus au nom des membres), ainsi que le fournisseur de services qui se chargera de l'évaluation.

41. Étant donné que plusieurs membres du personnel du Secrétariat ont assisté à la réunion de réseau régional à Paris, la réunion de lancement de l'évaluation a eu lieu dans les locaux du MOPAN dans cette même ville. Le directeur du MOPAN a introduit l'équipe qui sera responsable de l'évaluation et effectué une brève présentation de l'organisation, avec sa mission et sa composition. Elle a ensuite donné plus de détails sur l'évaluation, dont les intervenants concernés, le cycle, l'approche, la méthodologie et le système de cotation et d'évaluation. Le chef du Secrétariat a fait une présentation complète sur le Fonds multilatéral couvrant sa gouvernance, son modèle organisationnel et ses réalisations.

42. Des discussions détaillées ont eu lieu sur un certain nombre de sujets allant de la portée de l'évaluation aux intervenants concernés (le Comité exécutif ne serait pas inclus) et les principales différences entre le Fonds multilatéral et les autres organisations évaluées, menant ainsi à un processus personnalisé assurant l'équité. Il a également été question de la date d'une visite au Secrétariat du Fonds

¹⁰ Document présentant les grandes lignes des procédures du Fonds multilatéral en vertu desquelles les Parties analysent et assurent la conformité aux conditions des accords conclus au titre du Fonds, <http://conf.montreal-protocol.org/meeting/oewg/oewg-41/presession/Backgrounddocumentsothers/OEWG-41-CFC-11-NotebyFundSecretariat.pdf>

¹¹ Bangkok, Thaïlande, 1^{er}-5 juillet 2019.

¹² La proposition de la Partie est présentée au titre du paragraphe 6 de l'article 5 du Protocole de Montréal.

et du fait que l'équipe d'évaluation aura peut-être besoin de participer à une réunion du Comité exécutif. Il a été entendu que le MOPAN présenterait une communication de suivi au Secrétariat portant sur les points abordés en préparation de l'évaluation. Le Secrétariat a exprimé sa gratitude au Secrétariat du MOPAN pour avoir organisé la réunion et pour l'accueil reçu.

Université de Bristol

43. Suite à une demande concernant les données disponibles sur les émissions de HFC-23 provenant de chercheurs scientifiques de l'Université de Bristol qui participent à l'expérience AGAGE (Advanced Global Atmospheric Gases Experiment)¹³ et qui préparent une publication universitaire sur les tendances atmosphériques du HFC-23, le Secrétariat a fourni un sommaire des données contenues dans les documents préparés par le Secrétariat au sujet du HFC-23¹⁴, de la consommation agrégée du HFC-23 déclarée dans les études sur les technologies de remplacement des SAO effectuées dans 119 pays visés à l'article 5¹⁵, et des données dérivées des ressources publiques au cours de la préparation du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/48.

Recommandation

Le Comité exécutif pourrait souhaiter permettre au Secrétariat de présenter à la 84^e réunion les budgets du Secrétariat du Fonds approuvés pour 2020, 2021 et celui proposé pour 2022, compte tenu des rajustements des rubriques budgétaires nécessaires pour satisfaire les besoins actuels du Secrétariat.

¹³ <https://agage.mit.edu/>

¹⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/68, UNEP/OzL.Pro/ExCom/82/68/Corr.1, UNEP/OzL.Pro/ExCom/81/54, UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/48, UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/48.Corr.1, UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/48.Add.1, UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/09

¹⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/54 et UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/54.Add.1

Annex I

**ADVICE AND/OR INFORMATION PROVIDED BY THE SECRETARIAT OF THE
MULTILATERAL FUND TO NON-MONTREAL PROTOCOL BODIES**

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Adaption Fund	
Explanation of Multilateral Fund policies on interest earned. The information provided by the Secretariat can be found in document AFB/EFC.18/10 of the 18 th meeting of the Ethics and Finance Committee at https://www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2016/03/AFB-EFC-18.10-Investment-income-doc.pdf .	76
Arab Forum for Environment and Development	
An article on the Multilateral Fund's experience in the Arab region for the 2018 Report of the Arab Forum for Environment and Development.	81
Center for Climate and Energy Solutions (formerly, Pew Center on Climate Change)	
Documents UNEP/OzL.Pro/ExCom/37/59, UNEP/OzL.Pro/ExCom/38/54 & Add.1; text of decisions 37/62 and 38/63; Guidelines on funding of technology not in the public domain (Annex XIV of UNEP/OzL.Pro/ExCom/38/70/rev.1); Observations on technology transfer license fees and royalties for different types of projects (liquid carbon dioxide, metered-dose inhalers, tobacco fluffing, HFC-32 for the refrigeration sector, supercritical CO ₂ , the HCFC production sector).	75
Climate and Clean Air Coalition to Reduce Short-Lived Climate Pollutants (CCAC)	
Informal consultations with the CCAC Secretariat on a new initiative on efficient cooling that had been provisionally approved by the CCAC working group to help build high-level leadership and facilitate collaboration among stakeholders with a view to fostering enhanced energy efficiency in the cooling sector while countries implement the phase-down of HFC refrigerants under the Montreal Protocol.	83
Overview of approved HCFC demonstration projects and options for additional projects to demonstrate climate-friendly and energy-efficient alternative technologies to HCFCs (UNEP/OzL.Pro/ExCom/72/40). Briefing on Multilateral Fund-financed surveys of ODS alternatives; possible opportunities for CCAC in Countries with Economies in Transition (CEIT); lessons learned from the Multilateral Fund that might be applicable to the technical review process and funding cycle of CCAC projects.	75
Document 72/40, Overview of approved HCFC demonstration projects and options for additional projects to demonstrate climate-friendly and energy-efficient alternative technologies to HCFCs (decision 71/51(a)), which summarizes the results of Multilateral Fund HCFC demonstration projects approved so far.	74
Climate Technology Centre and Network	
Presentation on capacity building under the Multilateral Fund as resource material for the Sixth meeting of the Advisory Board. General information on the Multilateral Fund and background documents.	75
European Union / European Parliament	
During the 25 th MOP, the Chief Officer received a request from the European Parliament to have a bilateral discussion on issues related to the Multilateral Fund including the resources needed for the replenishment of the Multilateral Fund and proposals for additional contributions to fund climate benefits. Accordingly, the Chief Officer provided the two representatives of the European Parliament with a short briefing explaining the operation of the Multilateral Fund.	71

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
German Ministry for Economic Cooperation and Development	
Information on the achievements of the Multilateral Fund and a summary of approved projects implemented by Germany as a bilateral agency.	77
Global Environment Facility	
Review of one project: Accelerating Adoption of Sustainable Thermal Comfort: Transition towards Energy Efficient and Climate Resilient Cities in India	82
Review of four projects: Completion of the phase-out of HCFC consumption with the support of low-GWP technologies in Belarus, GEF project ID 6046; Kazakhstan, HCFC Phase-out in Kazakhstan through the promotion of zero-ODS low-GWP energy-efficient technologies, GEF project ID 6090; Complete HCFC phase-out in Tajikistan through the promotion of zero-ODS low-GWP energy-efficient technologies, GEF ID 6030; Complete HCFC Phase-out in Uzbekistan through the promotion of zero-ODS low-GWP energy-efficient technologies, GEF ID 6003.	80
Review of the project on the introduction of ODS alternatives in agriculture and in the post-harvest sector in Kazakhstan (GEF project ID 9184)	76
Comments on the proposal for a methyl bromide project for Kazakhstan (GEF funding); Provided ideas on the use of funds under GEF 6 for ODS phase-out in non-Article 5 CEIT countries. Information on the discussions at recent Montreal Protocol meetings regarding proposals for an amendment to the Protocol.	75
Review of a project (Introduction of ODS alternatives in agriculture and in the post-harvest sector in Kazakhstan) against the Multilateral Fund's policies and guidelines.	72
The Fund Secretariat received an invitation to attend the 45 th GEF Council Meeting that would be held from 5 to 7 November 2013. In a further invitation letter to the new Chief Officer, the CEO and Chairperson of the GEF welcomed a renewal of the past cooperation in providing assistance to parties to meet their obligations under the Montreal Protocol and a renewal of historic ties. In response, the Chief Officer informed the CEO that the Fund Secretariat would not be able to attend the Council Meeting due to preparations for the 71 st meeting; however, he advised the CEO that he looked forward to meeting her with a view to strengthening the relationship with the GEF Secretariat.	71
The Secretariat participated in a meeting of the Global Environment Facility (GEF) Chemicals and Waste Technical Advisory Group (TAG) to provide feedback on the draft focal area strategy for chemicals and wastes to guide the sixth replenishment of the GEF (GEF-6). The draft strategy included the Montreal-Protocol-related activities of the GEF	69
Since the 67 th meeting there has been an interchange of correspondence with the Chief Executive Officer of the Global Environment Facility (GEF) on issues related to cooperation between the two funding mechanisms. Consideration has been given to the possibility of issuing a joint Multilateral Fund/GEF publication on the implementation of the Montreal Protocol over the last 25 years.	68
Government of France	
Courtesy visit to the Ministry for the Economy and Finances of France. Issues discussed included <i>inter alia</i> bilateral co-operation by the Government of France, and the replenishment of the Multilateral Fund for the 2021-2023 triennium.	83
Information on the modalities for additional contributions to the Multilateral Fund.	77
Green Climate Fund (GCF)	
Informal discussions between the Chief Officer and the Deputy Executive Secretary of the Green Climate Fund on matters of interests to both Funds, in the margins of the fourth session of the United Nations Environment Assembly.	83

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Meeting documents related the modalities for reporting the administrative costs of implementing agencies including the following documents: UNEP/OzL.Pro/ExCom/26/67, UNEP/OzL.Pro/ExCom/34/52 and, UNEP/OzL.Pro/ExCom/38/59, UNEP/OzL.Pro/ExCom/55/48, and UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/43	81
Conference call to provide information on the Multilateral Fund practices regarding concessional lending and incremental costs.	80
<p>Provided link to documents relevant to the Technology and Economic Assessment Panel, Scientific Assessment Panel, and the Environmental Effects Assessment Panel on the Ozone Secretariat's website, and also an introduction to the Ozone Secretariat's Communications Officer;</p> <p>Documents were provided, including: the Executive Committee Primer; Multilateral Fund policy, procedures, guidelines and criteria; the presentation entitled "The Multilateral Fund: Governance, Business Model, Accomplishments, Challenges"; examples of pre-session documents for business planning, project proposals; monitoring and evaluation work programme and project completion reports; business plan templates; progress reporting guidelines; reports of the two evaluations on institutional strengthening; and the monitoring and evaluation work programme.</p>	77
The Fund Secretariat's experience in establishing legal arrangements with implementing entities and establishing a progress reporting system for the Multilateral Fund.	76
<p>Information on performance indicators developed for the Multilateral Fund;</p> <p>Information on the discussions at recent Montreal Protocol meetings regarding proposals for an amendment to the Protocol;</p> <p>Information on the Multilateral Fund's monitoring and accounting framework including Chapter XI of the Multilateral Fund policies, procedures, guidelines and criteria (monitoring and evaluation);</p> <p>Presentation on capacity building under the Multilateral Fund.</p>	75
Presentation on the Multilateral Fund and a sample of key documents including Secretariat activities, status of the Fund, consolidated business plans and progress reports, a sample of project proposals and policy papers. Further details and discussions on the Multilateral Fund.	74
Overview of the objectives and operation of the Multilateral Fund, including its project review process, policy development, meeting process, and implementation of Executive Committee decisions.	72
The Interim Secretariat of the Green Climate Fund wrote to the Multilateral Fund on 24 September 2013 with an invitation to attend the 5 th meeting of the Board of the Green Climate Fund as an observer, although the letter noted that observer status for the Multilateral Fund had not yet been approved. The Fund Secretariat could not attend the Board meeting, which took place from 8 to 10 October, due to preparations for the 71 st meeting. A further letter of 21 October 2013 informed the Fund Secretariat that the next Board meeting would take place in Indonesia from 19 to 21 February 2014, indicated that observer status for the Multilateral Fund had been approved by an amendment to decision B.04/15, and also requested the Fund Secretariat to nominate a contact person.	71
Grenoble School of Management	
Information on the policies and procedures of the Multilateral Fund and the process of project approval for a study on technology learning curves.	80
Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES)	
Information on practices regarding financial support to meeting participants/delegates.	75

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
International Energy Agency (IEA)	
The Secretariat and the Executive Secretary of the Ozone Secretariat met with a representative of the IEA. The Secretariat explained the work on energy efficiency in the context of the Kigali Amendment. The representative of the IEA indicated that his Organization had undertaken a compilation of policies and standards on energy efficiency in different countries and made it available to the Secretariat. The representative also shared a report on cooling prepared by the IEA.	83
Joint Inspection Unit of the United Nation	
An updated summary of the information on technical assistance and funding provided to Small Island Developing States (SIDS) under the Multilateral Fund, which had previously been provided in February 2015. Further clarifications were provided on 20 October and 7 November 2016.	77
Comments on the draft document “Review of Activities and Resources Devoted to Address Climate Change in the United Nations System Organizations; Substantive information including a summary of technical assistance and funding provided to Small Island Developing States (SIDS) under the Multilateral Fund and comprehensive information on Multilateral Fund projects approved for each country.	74
The Secretariat completed a questionnaire with regard to the review of activities and resources devoted to address climate change.	73
Comments and factual corrections to information on the Multilateral Fund in the report “Post-Rio+20 review of environmental governance within the United Nations system”.	72
With regard to the 2013 evaluation/review entitled “Post-Rio+20 review of environmental governance within the United Nations system, the Secretariat provided the Joint Inspection Unit with information about the Fund’s structure, funding levels, number and characteristics of meetings, meeting participants, project approval process, support costs, Secretariat personnel levels, history of approvals from 2006-2013, implementation modalities, compliance, governance framework, strategic planning, synergies and coordination with other MEAs, scientific assessments, advocacy and outreach, administration, gender distribution and geographical balance of the Executive Committee and Secretariat.	70
Kigali Cooling Efficiency Fund (K-CEF)	
Continued informal sharing of experience of the Multilateral Fund.	80
The Director and one other representative of the Kigali Cooling Efficiency Fund (K-CEF), responsible for coordinating the work of 19 philanthropic foundations on matters related to energy-efficiency and cooling with regard to implementation of the Kigali Amendment, visited the Secretariat on 26 January 2017 to learn more about the Multilateral Fund. K-CEF aims to allocate approximately US \$53 million from philanthropic foundations by the end of 2017 for targeted support through country programmes in a small number of countries and more general support to over 100 countries to improve energy efficiency. Information provided included the Executive Committee Primer; a presentation that summarizes how the Multilateral Fund operates; Guidelines for submitting progress and financial reporting; Guide for preparation of project proposals; the templates for project completion reports; and document UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/51 on the Review of institutional strengthening and the associated decision 74/51.	78
Lawrence Berkeley National Laboratory	
The Secretariat provided comments on a draft report on opportunities and risks of efficiency improvement and refrigerant transition in room air-conditioning.	80
Natural Resources Defense Council	
Multilateral Fund Climate Impact Indicator (MCII) including the tool (Excel file), the manual (PDF) and an explanation of the tool (Word file).	81

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
Minamata Convention on Mercury	
In July 2013 the Secretariat received an invitation from the Government of Japan to attend the Conference of Plenipotentiaries for the adoption and signature of the Minamata Convention on Mercury, held from 9 to 11 October 2013 in Kumamoto and Minamata, Japan. However, the Secretariat was unable to attend.	71
Multilateral Organisation Performance Assessment Network (MOPAN)	
The Secretariat attended a meeting at the Secretariat of MOPAN, where an introduction of each of the Secretariats was made. Discussions were held on <i>inter alia</i> the scope of the assessment to the stakeholders involved; major differences between the Multilateral Fund and other organizations being assessed, which would lead to a tailored assessment to ensure fairness; the schedule for an inception visit to the Fund Secretariat, and the possible need for the assessment team to attend an Executive Committee.	83
Letter received from MOPAN Secretariat informing that MOPAN's Steering Committee took the decision to assess the Multilateral Fund in its next assessment cycle.	82
Technology and Economic Assessment Panel (TEAP)	
Pre-session Executive Committee documents regarding HFC phase-down policy matters (UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/70/Rev.1, UNEP/OzL.Pro/ExCom/78/4 to 78/9, UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/45-79/48, and UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/54 to 80/56 including Corrs., and UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/59) and information on the status of the development of the cost guidelines for HFC phase-down as contained in the Report of the 80 th meeting of the Executive Committee (UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/59).	81
United Nations Auditors	
Background information on the Multilateral Fund and other information including, <i>inter alia</i> , UNEP interim financial statements on the Multilateral Fund; report on contributions and disbursements; progress report; 2015 Monitoring and evaluation work programme; and the link to policy and procedures manual.	75
United Nations Environment Programme	
Together with the Ozone Secretariat, the Multilateral Fund Secretariat provided the Chemicals and Health Branch, Economy Division of UNEP with comments on GCO-II) report to the Chemicals and Health Branch including information related to: the accelerated phase-out of HCFCs, the Kigali Amendment regarding HFCs, the increased emissions of CFC-11 according to the publication by Montzka et al. in 2018; compliance with the Montreal Protocol's control measures and data reporting.	82
United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC)	
Comments on the draft technical summary of the mitigation benefits of actions, initiatives and options to address non-carbon dioxide greenhouse gas emissions	74
<p>The Secretariat received an invitation in early October 2013 to attend the 19th session of the Conference of the Parties to the UNFCCC and the 9th session of the Conference of the Parties serving as the Meeting of the Parties to the Kyoto Protocol that would take place in Warsaw, Poland, from 11 to 22 November 2013.</p> <p>The Chief Officer informed the UNFCCC Secretariat that he was unable to attend due to preparations for the 71st meeting. Noting that the UNFCCC Secretariat was invited to attend the 25th MOP, he suggested an informal meeting to exploit potential opportunities for collaboration between the two Secretariats. The Executive Secretary of UNFCCC Secretariat responded that the Coordinator of the Mitigation, Data and Analysis Programme, who would be attending the MOP, would arrange to meet bilaterally with him.</p> <p>The representatives of both Secretariats met and discussed informally ways in which the two Secretariats could collaborate in the future as the need arose.</p>	71

Secretariat advice/discussions held/interaction	Meeting
University of Bristol	
Provided a summary of the data contained in documents on HFC-23 prepared by the Secretariat, aggregated consumption of HFC-23 reported in surveys of ODS alternatives conducted in 119 Article 5 countries, and data it had derived from publicly available resources during the preparation of document UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/48.	83
World Trade Organization, Trade and Environment Division	
Update of the MEA Matrix for the WTO's Committee on Trade and Environment (https://www.wto.org/english/tratop_e/envir_e/envir_matrix_e.htm)	75